



# Non à l'état d'urgence permanent

16 décembre 2016

## Non à l'état d'urgence permanent

Le gouvernement et le parlement ont décidé de prolonger, une nouvelle fois, l'Etat d'urgence. Décrété suite aux monstrueux attentats de 2015, l'essentiel des mesures gouvernementales n'apporte aucune réponse efficace. En revanche, ces mesures portent gravement atteinte aux libertés, à la séparation des pouvoirs, et introduit insidieusement un changement de régime politique avec une forme d'état d'urgence permanent, s'alignant ainsi sur la politique menée aux États Unis après le 11 septembre. Présentées au début comme des mesures applicables aux seuls actes terroristes, les mesures prises se sont vite avérées avoir une implication plus large et provoquer des dérives sécuritaires inacceptables, sans rapport avec la lutte anti-terroriste, et donnant tout pouvoir au ministre de l'intérieur et aux préfets. Comment ne pas faire le lien aussi avec des mesures de répression démesurées à l'encontre de militants syndicaux à Air France ou à Goodyear, ou la violence dont ont été victimes des milliers de manifestant-es contre la loi « travail » ? La logique répressive ouvre des portes sans fin.

Depuis plusieurs années, les gouvernements successifs ont empilé les lois sécuritaires, dépossédé les contre pouvoirs judiciaires du nécessaire contrôle, en amont, du respect des libertés collectives et individuelles. Le nouveau contexte donne lieu à une surenchère sécuritaire à gauche comme à droite, permettant au FN d'en demander toujours plus dans sa logique politique nauséabonde de l'amalgame raciste et d'un état autoritaire.

Personne ne nie l'importance de protéger la population d'attentats terroristes, mais nous sommes de plus en plus nombreux, juristes, syndicalistes, associatifs, citoyen-nes, à alerter sur la démagogie sécuritaire de mesures inefficaces, inutiles, et remettant en cause nos libertés fondamentales.

Il est urgent de changer radicalement de politique économique et sociale en faveur du plus grand nombre, de réaffirmer le droit du sol contre le droit du sang, de respecter la liberté d'expression et de manifestations, et d'en finir avec la logique guerrière au-delà des frontières.

Solidaires exige la levée immédiate de l'état d'urgence. Nous nous battons pour les libertés publiques et l'égalité, contre tous les actes et politiques racistes, la répression et la stigmatisation des militant-es des mouvements sociaux, des migrant-es, des musulman-es ou supposé-es l'être, des quartiers populaires.

Paris, le 16 décembre 2016

|                                       |  |  |
|---------------------------------------|--|--|
| 144 Bd de la Villette<br>75 019 Paris | Téléphone : 01 58 39 30 20<br>Télécopie : 01 43 67 62 14 | contact@solidaires.org<br>www.solidaires.org |
|---------------------------------------|--|--|



Le gouvernement et le parlement ont décidé de prolonger, une nouvelle fois, l'Etat d'urgence. Décrété suite aux monstrueux attentats de 2015, l'essentiel des mesures gouvernementales n'apporte aucune réponse efficace. En revanche, ces mesures portent gravement atteinte aux libertés, à la séparation des pouvoirs, et introduit insidieusement un changement de régime politique avec une forme d'état d'urgence permanent, s'alignant ainsi sur la politique menée aux États Unis après le 11 septembre. Présentées au début comme des mesures applicables aux seuls actes terroristes, les mesures prises se sont vite avérées avoir une implication plus large et provoquer des dérives sécuritaires inacceptables, sans rapport avec la lutte anti-terroriste, et donnant tout pouvoir au ministre de l'intérieur et aux préfets. Comment ne pas faire le lien aussi avec des mesures de répression démesurées à l'encontre de militants syndicaux à Air France ou à Goodyear, ou la violence dont ont été victimes des milliers de manifestant-es contre la loi « travail » ? La logique répressive ouvre des portes sans fin. Depuis plusieurs années, les gouvernements successifs ont empilé les lois sécuritaires, dépossédé les contre pouvoirs judiciaires du nécessaire contrôle, en amont, du respect des libertés collectives et individuelles. Le nouveau contexte donne lieu à une surenchère sécuritaire à gauche comme à droite, permettant au FN d'en demander toujours plus dans sa logique politique nauséabonde de l'amalgame raciste et d'un état autoritaire.

Personne ne nie l'importance de protéger la population d'attentats terroristes, mais nous sommes de plus en plus nombreux, juristes, syndicalistes, associatifs, citoyen-nes, à alerter sur la démagogie sécuritaire de mesures inefficaces, inutiles, et remettant en cause nos libertés fondamentales.

Il est urgent de changer radicalement de politique économique et sociale en faveur du plus grand nombre, de réaffirmer le droit du sol contre le droit du sang, de respecter la liberté d'expression et de manifestations, et d'en finir avec la logique guerrière au-delà des frontières.

Solidaires exige la levée immédiate de l'état d'urgence. Nous nous battons pour les libertés publiques et l'égalité, contre tous les actes et politiques racistes, la répression et la stigmatisation des militant-es des mouvements sociaux, des migrant-es, des musulman-es ou supposé-es l'être, des quartiers populaires.

Paris, le 16 décembre 2016

- Emplacement : PRESSE > Communiqués >

- Adresse de cet article :

<https://www.solidaires.org/Non-a-l-etat-d-urgence-permanent-6518>